

**Pétition du HVIM à l'Ambassade de Roumanie, déposée le 3 juin 2007 à
l'ambassade de Roumanie à Budapest
Lue par Ferenc Attila Lokodi, vice-président du HVIM**

Le HVIM demande la mise en place concrète des droits des minorités hongroises ayant été placées sous l'autorité roumaine contre leur volonté par les dispositions du Traité de Trianon.

Contrairement à la désinformation officielle, la situation des hongrois appartenant depuis 87 ans à l'Etat Roumain n'a pas encore été apaisée.

Malgré l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, nous devons faire face à l'oppression, aux mesures politiques anti-hongroises, à l'attaque contre nos Églises et au chauvinisme gouvernemental roumain.

Nous avons rédigé nos principales revendications en 12 points :

1. Nous rejetons le premier point de la Constitution Roumaine selon lequel la Roumanie est un Etat-Nation unitaire. Cette définition est illégitime en raison des discriminations et de la privation des identités historiques des minorités nationales de la Roumanie : les Hongrois, les Allemands, les Arméniens, les Slovaques, les Lipovènes et les autres peuples vivant sous une autorité roumaine oppressive.

2. Nous revendiquons l'autonomie territoriale du Pays des Sicules (Székelyföld) et de la région Érmellék dans le Partium, ainsi que l'autonomie culturelle des autres régions peuplées de hongrois, et l'application du principe de subsidiarité.

Nous rappelons à cet effet les promesses de la Déclaration de Gyulaféhervar/Alba Iulia de 1918, dans laquelle le gouvernement roumain a promis et voté une loi qui aurait du appliquer les dispositions citées ci-dessus.

Si les Roumains d'aujourd'hui ont du respect pour leurs ancêtres, nous leur demandons donc de tenir les promesses effectuées par ceux-ci à l'égard des Hongrois et des autres peuples.

3. Le gouvernement roumain doit reconnaître et légitimer le référendum pour l'autonomie du Pays des Sicules qui a clairement montré, avec un score de presque 100%, la volonté des Hongrois de la Transylvanie d'exercer leur droit à l'autodétermination au travers de l'autonomie territoriale.

4. Nous revendiquons l'établissement d'universités hongroises autonomes reconnues par l'Etat, ainsi que le bilinguisme roumain-hongrois dans la Faculté Babes-Bolyai de Kolozsvár/Cluj-Napoca et dans n'importe quel établissement où cela est souhaité par les étudiants hongrois.

5. Nous revendiquons l'affichage des noms originaux hongrois des places et rues des villes et villages en Transylvanie.

6. Nous revendiquons l'utilisation de la langue hongroise pour les messes et dans l'éducation scolaires de nos frères Csangó. C'est un droit fondamental de tout peuple de prier et de célébrer son Dieu dans sa langue maternelle. Une autorité qui empêche cela ne peut être que la servante de forces obscures.

7. Nous nous opposons à l'inscription de l'Eglise Orthodoxe roumaine comme religion officielle de l'Etat et à son expansion forcée en Transylvanie, qui se manifeste par la construction d'Eglises Orthodoxes gigantesques.

8. Nous dénonçons les agressions contre les Hongrois et demandons de fermes condamnations pour les auteurs des attaques anti-hongroises ayant eu lieu à Csíkszék, à Sepsiszentgyörgy, à Szentkeresztbánya et à Szováta.

9. Nous nous opposons aux activités des organisations chauvinistes roumaines. Les presses chauvinistes roumaines doivent cesser leurs publications mensongères anti-hongroises.

10. Nous demandons la réhabilitation de notre grand écrivain Albert Wass, dont la renommée est internationale. L'Etat roumain n'a pas le droit d'empêcher les Hongrois de baptiser un lieu ou d'ériger une statue à la mémoire de notre grand écrivain.

11. L'alphabet runique siculo-hongrois est non seulement un trésor de l'histoire hongroise mais aussi un héritage de la culture mondiale. Nous, hongrois, sommes ceux qui l'utilisent, et nous revendiquons l'utilisation officielle de l'alphabet runique en Transylvanie.

12. Nous revendiquons la restitution par l'Etat roumain de toutes les confiscations illégales ayant eu lieu sous le régime communiste, ainsi que celles ayant eu lieu récemment contre l'Église réformée de Nagyvárad/Oradea avec son terrain de sport ou dans de petits villages hongrois avec leurs bâtiments.